

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°2 2024

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan :** En 2023, l'Afghanistan a consolidé ses liens commerciaux avec ses pays voisins ;
- ❖ **Bangladesh :** La Banque centrale renforce le caractère restrictif de sa politique monétaire pour lutter contre l'inflation ;
- ❖ **Bhoutan :** Selon la Banque mondiale, l'économie va croître à un rythme de 4% lors de l'exercice budgétaire en cours ;
- ❖ **Inde :** Fitch confirme la notation souveraine de l'Inde, tout en soulignant la fragilité des finances publiques ;
- ❖ **Népal :** La majorité des banques commerciales ramènent leur taux d'intérêt sur les prêts à moins de 10% ;
- ❖ **Pakistan :** La hausse des prix du fret maritime du fait des tensions en Mer rouge devrait entraîner une baisse des exportations ;
- ❖ **Sri Lanka :** Privatisation de Sri Lanka Telecom (SLT) et Litro Gas ;

LE CHIFFRE A RETENIR

85%

de la population afghane vivrait
avec moins d'un dollar par jour
selon un rapport du PNUD

Afghanistan

En 2023, l'Afghanistan a consolidé ses liens commerciaux avec ses pays voisins

Malgré l'isolement international, le régime Taliban parvient à entretenir des relations commerciales solides avec plusieurs pays voisins. Aligné sur sa stratégie visant à attirer les investissements étrangers et à renforcer le commerce extérieur, le gouvernement de facto cherche à consolider ses liens avec la Turquie, la Chine, la Russie, l'Iran, l'Ouzbékistan, l'Inde, le Turkménistan et le Kazakhstan. Cette stratégie vise à stimuler l'économie du pays via l'investissement dans des secteurs clés tels que l'exploitation minière, la production d'énergie et les barrages hydroélectriques.

Si les relations entre Islamabad et Kaboul se sont récemment détériorées en raison des expulsions de réfugiés afghans au Pakistan et des problèmes de tarifs douaniers, le Pakistan est resté le premier partenaire commercial de l'Afghanistan avec 2,5 Mds USD d'échanges commerciaux.

De son côté, l'Inde demeure également l'un des principaux partenaires commerciaux de l'Afghanistan, avec des échanges de marchandises totalisant un montant de près de 780 M USD lors de l'année 2023. Ces échanges comprennent 580 M USD d'exportations vers l'Inde, composées principalement de fruits secs et de safran, et 200 M USD d'importations de produits indiens. De plus, la Chambre de commerce a émis la suggestion que l'Inde, en acheminant des cargaisons via le port de Chabahar en Iran, puisse créer une voie de contournement du Pakistan qui permettrait d'acheminer les exportations afghanes de fruits vers l'Inde. Cette initiative permettrait d'accroître significativement les échanges commerciaux bilatéraux entre l'Afghanistan et l'Inde et réduirait par ailleurs la dépendance de l'Afghanistan envers le Pakistan, en contrecarrant notamment son influence sur le pays.

Selon le ministère du Commerce intérimaire, les échanges commerciaux entre l'Afghanistan et la Turquie ont atteint la somme de 100 M USD. Ces échanges se composent de 23 M USD d'exportations afghanes et de 77 M USD d'importations de produits turcs. Dans un effort conjoint, les deux pays visent à renforcer leurs relations économiques en mettant l'accent sur le commerce, la connectivité et les investissements. À cette fin, la création prochaine d'une chambre de commerce et d'investissement est envisagée. Les entreprises turques manifestent un intérêt particulier pour investir dans divers secteurs en Afghanistan, notamment l'exploitation minière, la construction, l'agriculture, l'énergie et les technologies.

Par ailleurs, un projet d'infrastructure ferroviaire reliant les deux pays est en discussion. Cette initiative, qui vise à faciliter les échanges commerciaux, a été abordée lors d'une réunion entre une délégation afghane dirigée par le vice-Premier ministre Mullah Abdul Ghani Baradar et des responsables turcs.

En parallèle, les échanges commerciaux avec le Turkménistan ont atteint 481 M USD. Les exportations afghanes majeures vers le Turkménistan comprennent du marbre, des fruits secs et des boissons non alcoolisées. De son côté, le Turkménistan exporte principalement de l'électricité, du pétrole et du gaz en Afghanistan.

Selon un rapport du PNUD, 85% des Afghans vivraient avec moins d'un dollar par jour

Selon un rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la situation en Afghanistan est critique, avec environ 85 % de la population vivant avec moins d'un dollar par jour. Depuis août 2021, la détérioration est particulièrement marquée, notamment pour les femmes, soumises à des restrictions sévères les privant d'éducation et de la plupart des emplois. Le PIB réel du pays aurait chuté de 29 % depuis 2020, avec un manque à gagner, de l'ordre d'une fourchette comprise entre 600 M USD et 1 Md USD, induit par les restrictions sur les droits des femmes.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) souligne qu'un Afghan sur trois ne dispose d'aucune certitude quant à son prochain repas. Le PAM lance un appel urgent de 670 M USD pour fournir une aide alimentaire, nutritionnelle et de subsistance à 15,2 millions de personnes.

Enfin, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies a signalé qu'en 2024, plus de la moitié de la population afghane, soit 23,7 millions de personnes, requerrait une assistance humanitaire en raison des conflits persistants, des catastrophes naturelles récurrentes, de la pauvreté et des obstacles à la participation des femmes à la vie publique.

La relation bilatérale entre l'Afghanistan et le Pakistan continue de se dégrader

Bien que les échanges commerciaux entre l'Afghanistan et le Pakistan aient atteint près de 1,5 Md USD en 2023, ventilé entre 1 Md USD d'exportations afghanes et 485 M USD d'importations de produits pakistanais, faisant du Pakistan le premier partenaire commercial du pays, les tensions persistantes sont susceptibles d'entraver le transit commercial.

Pour rappel, ces tensions ont émergé dans un contexte où les dirigeants pakistanais ont accusé les Talibans afghans d'abriter des militants responsables d'attaques meurtrières croissantes au Pakistan. En réaction, Islamabad a expulsé des centaines de milliers de réfugiés afghans, saisi les importations afghanes et imposé des restrictions au commerce transfrontalier. Parallèlement, alléguant qu'il avait subi un important manque à gagner en termes de recettes fiscales en raison de marchandises afghanes bénéficiant de franchises douanières à partir du port de Karachi, le Pakistan a bloqué 3 500 conteneurs dans le port de Karachi, entraînant d'importantes pertes pour le secteur privé afghan.

La Chambre de commerce et d'industrie Pakistan-Afghanistan (PAJCCI) a émis un communiqué de presse appelant le gouvernement du Pakistan à résoudre les différends commerciaux entre Kaboul et Islamabad. Ce communiqué met en lumière les difficultés persistantes dans le commerce frontalier des deux pays, notamment les problèmes liés à l'augmentation des tarifs douaniers, susceptibles d'entraîner une diminution des flux et un important préjudice financier pour les deux partenaires.

Bangladesh

La Banque centrale renforce le caractère restrictif de sa politique monétaire pour lutter contre l'inflation

La Bangladesh Bank vient d'annoncer sa politique monétaire pour le deuxième semestre de l'année fiscale 2023-24. En ligne avec les décisions prises depuis mai 2022, celle-ci vise à maintenir la valeur du taka et à renchérir le coût du crédit afin de limiter l'inflation qui a atteint près de 10% (9,4% en décembre) contre une cible de 7,5%, quitte à limiter la croissance économique. Le gouverneur a réaffirmé que cette politique restrictive serait maintenue jusqu'à ce que l'inflation retombe autour de 6%.

La Banque centrale a donc une nouvelle fois relevé ses taux directeurs. Le taux de refinancement (repo rate), taux auquel les banques commerciales empruntent auprès de la Bangladesh Bank, augmente de 7,75% à 8,00%. C'est la quatrième hausse depuis le début de l'année fiscale, qui a porté le taux de 6% à 8% en six mois. Pour rappel, le taux directeur n'avait augmenté que de 5% à 6% entre mai 2022 et juin 2023. Ainsi, la Banque centrale a réduit un peu plus sa cible de croissance des crédits du secteur privé de 11% à 10% pour l'année fiscale en cours, contre 14% en 2022-23. Plusieurs économistes indépendants ont cependant continué à appeler pour une hausse plus importante du taux directeur.

Nonobstant l'introduction d'un corridor glissant pour les taux d'intérêt des banques et institutions financières non-bancaires en juin dernier, la Banque Centrale annonce la mise en place prochaine d'un régime de change dit de *crawling peg* (« parité à crémaillère », ou parité glissante), au sein duquel le taux de change pourra évoluer dans une certaine plage contre un panier de devises. Cette mesure servira de transition avant la mise en œuvre d'un taux flottant, comme le requiert le programme FMI. En revanche, la Banque centrale ne s'interdit pas de procéder à des interventions de change, à l'intérieur du corridor ainsi défini, de façon que le taux de change du taka évolue durablement à l'intérieur des bornes ainsi définies. Le système autorise ainsi une certaine flexibilité mais crée un biais dont le marché peut profiter s'il veut tester la détermination de la Banque centrale à maintenir le corridor.

La Banque centrale envisage une consolidation du secteur bancaire

Lors de la présentation de la nouvelle politique monétaire, le gouverneur de la Banque centrale a évoqué une possible fusion de plusieurs banques jugées peu solides. En effet, depuis l'amendement du *Bank Company Act*, 2023, la Banque centrale est en mesure de contraindre des établissements bancaires à la fusion au cas où la gestion de ceux-ci serait préjudiciable aux intérêts des épargnants.

Par ailleurs, il est indiqué qu'un comité a été formé par la Bangladesh Bank et le Financial Institutions Department du ministère des Finances afin d'avancer sur la création d'une structure de défaillance privée, en charge de reprendre une partie des prêts non performants du secteur bancaire. Pour mémoire, cette structure, un moment écarté, ne semblait pas recueillir l'assentiment du FMI jusqu'à une date récente.

Le gouvernement cherche à inciter les entreprises et banques à emprunter à nouveau à l'étranger

Les autorités bangladaises faisant face à une contraction des nouveaux emprunts en devises, elles cherchent à susciter un regain d'intérêt des banques bangladaises en décidant une exemption de la taxe de 20% sur les intérêts des prêts à l'étranger.

Cette taxe avait été imposée en juillet 2023, justement pour brider les emprunts à l'étranger tant par les banques que par les entreprises. En conséquence, les entreprises locales ont depuis largement privilégié le remboursement de leurs prêts existants à des emprunts supplémentaires, contribuant à accroître le déficit du compte financier (- 4,0 Mds USD sur les quatre premiers mois de l'année fiscale 2023-2024 contre un surplus de 1,3 Md USD sur la même période un an auparavant) et donc à réduire les réserves de devises du pays. Les importations ont également drastiquement chuté entre juillet et octobre 2023, poussant le gouvernement à proposer une exonération de la taxe au moins jusqu'en février.

Dans le même temps, la Société financière internationale (SFI), une organisation de la Banque mondiale, et quatre banques bangladaises privées sont actuellement en négociation pour un prêt d'un total de USD 160 million. Ce prêt a pour but de répondre aux besoins immédiats de liquidités en dollars américains des banques locales. Il permettrait notamment aux banques de diminuer leur taux d'intérêt pour les prêts en USD aux entreprises locales et donc de soutenir l'activité économique bangladaise.

Le remaniement ministériel introduit de nouveaux ministres à des postes économiques clés

Le 11 janvier, la composition du nouveau gouvernement de Mme Sheikh Hasina a été annoncée. Sur le plan économique, le ministère des Finances a été confié à Abul Hassan Mahmood Ali, précédemment ministre des Affaires étrangères (2013-2018). L'ancien président du Dhaka Stock Exchange, Ahasanul Islam Titu, devient ministre d'Etat du Commerce. Le ministère des Industries reste sous le contrôle de Nurul Majid Mahmud Humayun et Nasrul Hamid est reconduit en tant que ministre d'Etat de l'Electricité, de l'Energie et des Ressources minérales. De même, Salman F. Rahman est à nouveau nommé conseiller de Sheikh Hasina sur les questions économiques alors que la Première ministre conserve les portefeuilles de la Défense, Energie, Emploi, Information et Numérique.

Bhoutan

Selon la Banque mondiale, l'économie bhoutanaise va croître à un rythme de 4% lors de l'exercice budgétaire en cours

La croissance économique du Bhoutan devrait atteindre 4 % au cours de l'exercice budgétaire 2023-24, enregistrant ainsi un léger ralentissement par rapport aux 4,4 % de l'exercice précédent. Selon le rapport semestriel de la Banque mondiale sur les "Perspectives économiques mondiales", ce ralentissement annuel est en partie attribuable à la baisse des investissements publics et des dépenses en capital. Néanmoins, cette prévision s'inscrit à 0,9 point de pourcentage au-dessus de la projection précédente de la Banque, qui était de 3,1 % dans la mise à jour du rapport publié en juin l'année dernière.

La réduction des investissements en capital, reflétée dans les données budgétaires, a contribué à cette tendance baissière. Pour l'exercice 2022-23, les dépenses en capital effectives ont diminué de 23,5 % pour atteindre 403 M USD, comparativement au budget en capital révisé de 521 M USD. En outre, pour l'exercice 2023-24, le gouvernement a alloué seulement 352 M USD au budget des dépenses en capital.

Malgré la diminution des dépenses en capital, la Banque mondiale est optimiste quant à la performance de l'économie, en particulier dans le secteur du tourisme.

Dans le but d'attirer davantage de touristes, le Bhoutan a réduit de 50 % la taxe de développement durable de 200 USD pour les touristes étrangers depuis août 2023.

Pour l'exercice 2024-25, la Banque mondiale prévoit une reprise de la croissance à 4,6 %, soutenue par le redémarrage des activités industrielles et de services, ainsi que par le lancement de nouvelles centrales hydroélectriques.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

L'Inde, cinquième destination d'investissement préférée des PDG, selon la 27^{ème} enquête mondiale annuelle de PwC auprès des chefs d'entreprise

L'Inde est désormais la cinquième destination d'investissement préférée des chefs d'entreprise, soit une progression de quatre places par rapport au classement de l'année dernière. Cette donnée est tirée de la 27^{ème} enquête mondiale annuelle de PwC auprès des chefs d'entreprise, dont les résultats ont été présentés au forum de Davos. Pour réaliser cette enquête, les équipes de PwC ont interrogé 4 702 PDG dans 105 pays (dont 79 en Inde).

Selon l'étude, 62 % des PDG indiens interrogés ont déclaré qu'ils étaient « extrêmement ou très confiants » dans le potentiel de croissance du chiffre d'affaires de leur entreprise au cours des trois prochaines années ; seulement 37 % des PDG dans le monde ont exprimé le même degré d'assurance.

En outre, 86 % des PDG indiens interrogés pensent que l'économie indienne connaîtra une amélioration au cours des douze prochains mois. Selon l'étude, les PDG indiens considèrent les cybermenaces et l'inflation comme les deux principaux défis à court terme (douze mois) pour leurs entreprises.

Fitch confirme la notation souveraine de l'Inde, tout en soulignant la fragilité des finances publiques

L'agence de notation Fitch Ratings a confirmé le 16 janvier la note de défaut émetteur (IDR) à long terme en devises étrangères de l'Inde à 'BBB-' avec une perspective stable.

La notation de l'Inde est étayée par des perspectives de croissance solides à moyen terme. Selon Fitch, le pays a su faire face au cours des dernières années à un environnement extérieur difficile. La fragilité des finances publiques - illustrée par des déficits, une dette et un ratio intérêts/recettes élevés par rapport aux pays pairs – constitue le principal point faible de l'évaluation réalisée par l'agence. Certains indicateurs structurels, notamment les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale et le PIB par habitant, pèsent également sur la notation. En perspective, la faible dynamique du marché du travail, reflétée notamment au travers d'un taux d'activité des femmes parmi les plus bas au monde, constitue également un risque.

Ainsi, l'Inde devrait rester l'un des pays à la croissance la plus rapide au monde au cours des prochaines années. Fitch affiche une prévision de croissance de 6,9 % pour l'année budgétaire en cours (FY24) puis de 6,5 % pour FY25. L'investissement devrait rester un moteur clé de la croissance ; la consommation devrait en revanche continuer à ralentir à court terme, conséquence de la réduction des encaisses des ménages.

Dans son dernier rapport, l'agence rappelle que l'inflation a été volatile en 2023 en raison des chocs sur les prix des denrées alimentaires, dépassant périodiquement la fourchette cible de 2 % à 6 % de la RBI. Toutefois, Fitch prévoit une baisse de l'inflation effective à 4,7 % d'ici à la fin de 2024, contre 5,7 % en décembre 2023. Dans ces conditions, la RBI devrait réduire son taux directeur de 75 points de base au cours de l'année budgétaire 2024/25.

S'agissant du secteur bancaire, l'amélioration de la qualité des actifs et de la rentabilité a renforcé les bilans des banques. Les prêts non performants ont chuté à environ 3 % du total des prêts en septembre 2023, contre un pic de près de 11 % en 2017. L'agence prévoit une croissance du crédit au secteur privé à environ 15 % pour l'année budgétaire en cours, tirée par le secteur des services et les prêts aux particuliers. La RBI a récemment resserré les règles macro-prudentielles pour les crédits à la consommation non garantis, ce qui devrait réduire les risques pour la stabilité financière.

Selon l'agence, le gouvernement central atteindra son objectif de déficit de 5,9 % du PIB pour 2023/24 (contre 6,4 % pour l'exercice précédent). La collecte est dynamique, les effets de la réforme de la taxe sur les biens et services de 2016 arrivant à maturité. La qualité de la dépense publique s'est améliorée, les dépenses d'investissement étant largement conformes aux ambitions budgétaires affichées. Les dépenses liées aux subventions et aux aides au revenu ont toutefois augmenté au-delà des prévisions budgétaires. Au-delà de l'exercice en cours, la trajectoire budgétaire est plus incertaine et le compromis (trade-off) entre croissance économique et consolidation budgétaire pourrait devenir plus complexe.

24,8 millions d'Indiens sortis de la pauvreté en neuf ans, selon Niti Aayog

La pauvreté multidimensionnelle - calculée sur la base de douze paramètres, dont la santé, l'éducation, le logement, la santé maternelle et l'accès à un compte bancaire - aurait chuté à 11,3 % en 2022-2023 contre 15,0 % en 2019-21 et 29,2 % en 2013-14, selon une étude publiée par Niti Aayog, principal *think tank* public indien. Ainsi, 24,8 millions d'Indiens seraient sortis de la pauvreté au cours des neuf dernières années, malgré le Covid et son incidence sur le revenu des ménages.

Parmi les États qui enregistrent les plus fortes baisses sur la période, figurent l'Uttar Pradesh (5,9 millions de personnes sorties de la pauvreté entre 2013/14 et 2022/23), le Bihar (3,8), le Madhya Pradesh (2,3), le West Bengal (1,7), le Maharashtra (1,6) et l'Odisha (1).

Cette baisse pourrait s'expliquer par la mise en place de plusieurs programmes du gouvernement pour lutter contre la pauvreté. Les projections réalisées dans l'analyse de Niti Aayog sont toutefois à analyser avec prudence puisqu'elles sont basées sur des données collectées avant la pandémie, ne reflétant pas l'impact de la COVID 19 sur la pauvreté.

Les États qui enregistrent les taux de pauvreté multidimensionnelle les plus élevés sont aujourd'hui le Bihar (26,6 %), le Meghalaya (25,5 %), le Jharkand (23,3 %), l'Uttar Pradesh (17,4 %) et l'Assam (14,5 %).

Politique monétaire et financière

Abu Dhabi Investment Authority, premier fonds souverain à s'installer à GIFT City

A l'occasion du sommet Vibrant Gujarat, le projet de GIFT City a reçu le soutien de l'Abu Dhabi Investment Authority (853 Mds USD d'actifs), qui devient ainsi le premier fonds souverain à s'installer dans la ville. Le souverain d'Abou Dhabi et président des Émirats Arabes Unis, Cheikh Mohammad Bin Zayed al Nahyan, était l'invité d'honneur du sommet.

Parmi les autres entreprises qui ont annoncé des bureaux à GIFT City, figurent Mizuho Bank, qui sera la deuxième banque japonaise à mettre en place une unité au Centre international des services financiers (IFSC) ; le groupe de services financiers American StoneX ; Apex Group, fondé aux Bermudes, qui mettra en place un bureau pour l'administration et le service de comptabilité des fonds, et Transworld, la société de location de navires et d'avions basée à Dubaï.

Parmi les entreprises indiennes figurent le pétrolier ONGC Videsh, qui créera une société de financement pour les opérations de trésorerie, et Wipro, qui a postulé pour les opérations techfin à GIFT City. Selon le directeur de Gift City, Accenture ouvrira également son bureau à GIFT City sous peu.

Selon la Ministre des Finances Sitharaman, fin octobre 2023, l'IFSC comptait 580 entités (contre 129 en 2020) dont 25 banques (neuf sont des banques étrangères), 80 gestionnaires de fonds, 26 loueurs d'avions, 50 fournisseurs de services professionnels (cabinets de conseil professionnels, cabinets d'avocats et sociétés d'expertise comptable) et 40 entités fintech.

Politique commerciale

Les exportations à leur plus haut niveau depuis neuf mois

La croissance des exportations de biens de l'Inde est revenue en terrain positif en décembre, augmentant de 1 % pour atteindre 38,5 Mds USD, ce qui constitue le chiffre le plus élevé depuis mars, tandis qu'une baisse des importations a contribué à réduire le déficit commercial à son plus bas niveau depuis cinq mois. Ainsi, selon les dernières données publiées par le département du Commerce, les importations de biens ont diminué de 4,7 % pour s'établir à 58,3 Mds USD.

En décembre 2023, parmi les principaux secteurs d'exportation qui ont enregistré une contraction, figurent les produits pétroliers, le textile, les produits chimiques, et les produits en cuir. A l'inverse, les postes d'exportation qui sont repartis à la hausse sont les produits électroniques, les articles d'ingénierie, les pierres précieuses et les bijoux.

La détérioration de la situation sécuritaire dans la mer Rouge a conduit à une augmentation des coûts de transport et devrait avoir, à terme, une incidence négative sur les exportations de marchandises de l'Inde.

Maldives

Chiffres du tourisme aux Maldives en 2023

En 2023, les Maldives ont accueilli 1 878 537 touristes. Cette performance marque une augmentation de 12,1% par rapport à 2022, avec une moyenne quotidienne de 5147 arrivées et un séjour moyen de 7,6 nuits. L'Inde a dépassé la Russie comme principal pays d'origine des flux, avec 209 198 arrivées, suivie de près par la Russie avec 209 146, et la Chine avec 187 118 visiteurs. Les pays les plus visités incluent également le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie, les Etats-Unis, la France, l'Espagne et la Suisse. En 2023, neuf nouveaux hôtels ont été ouverts. L'aéroport international de Velana a accueilli 52 compagnies aériennes. Pour 2024, 23 nouveaux hôtels sont en construction, et l'objectif est de dépasser 2 millions d'arrivées touristiques.

Visite du Président maldivien en Chine

Le Président nouvellement élu des Maldives, Mohamed Muizzu, a effectué sa première visite d'État à Pékin, au cours de laquelle la Chine et les Maldives ont renforcé leurs relations bilatérales. Plusieurs accords, couvrant le climat, l'agriculture et les infrastructures, ont été signés, sans qu'en soient divulguées les caractéristiques financières. Le Président maldivien a exprimé sa gratitude à son hôte pour le rôle de la Chine dans le domaine économique et le développement des infrastructures des Maldives. À rebours des relations avec l'Inde qui sont tendues, notamment depuis que le Président a pris ses fonctions, celles avec la Chine se renforcent nettement.

Népal

La majorité des banques commerciales ramènent leur taux d'intérêt sur les prêts à moins de 10%

La plupart des banques commerciales ont réduit leur taux d'intérêt sur les prêts à un chiffre unique après avoir accumulé des excédents de liquidités. Selon les états financiers dévoilés par les banques, elles ont maintenu des taux d'intérêt moyens à 9,69 %. La collecte croissante de dépôts, combinée à une émission peu dynamique de prêts par les banques, a permis cette baisse des taux d'intérêt sur les crédits, qui fait également suite à celle des taux d'intérêt sur les dépôts au cours des derniers mois.

Sur vingt banques commerciales, douze ont maintenu leurs taux de prêt en deçà de 10 %. Standard Chartered Bank Nepal Limited a maintenu son taux de base à 7,77 %, le plus bas de tous. Rastriya Banijya Bank et Everest Bank Limited ont maintenu leurs taux d'intérêt à 8,39 % et 8,95 %, respectivement.

Selon les banquiers, cette baisse est également due à l'assouplissement de la politique monétaire par la Banque du Népal. Dans le cadre de la première revue trimestrielle, la Banque centrale a réduit le taux directeur de 6,5 % à 5,5 % et le taux bancaire de 7,5 % à 7 %.

Le Népal souhaite explorer de nouveaux marchés pour son industrie du thé

Les négociants népalais cherchent à diversifier leurs débouchés, au-delà de l'Inde qui représente actuellement le principal marché pour le thé népalais. Ils se tournent vers d'anciens clients tels que le Pakistan, la Russie et la Chine, qui étaient autrefois des marchés clés pour cette industrie. Actuellement, environ 90 % du thé orthodoxe népalais, produit selon des méthodes traditionnelles, et 50 % des récoltes de thé du pays sont exportés vers l'Inde. L'intérêt manifesté par les acheteurs pakistanais alimente les attentes du secteur en vue d'une diversification vers des marchés potentiellement plus rémunérateurs. En effet, alors que le Népal obtient environ 160 roupies par kg de thé vendu en Inde, le Pakistan proposerait des cours supérieurs de 10 à 15 roupies par kg, créant ainsi une opportunité financière pour les exportateurs népalais. En parallèle, le Népal a également commencé à exporter du thé vers la Chine, bien que les quantités restent modestes pour le moment.

Pakistan

Tensions géopolitiques avec l'Iran, quelles perceptions et effets économiques potentiels du côté pakistanais

Après l'attaque balistique iranienne sur le territoire pakistanais, l'armée pakistanaise a répliqué en ciblant des séparatistes baloutches en Iran. Le conflit a surpris au Pakistan alors que le gouvernement pakistanais tablait sur une amélioration des relations économiques bilatérales, les échanges bilatéraux officiels actuels représentant 2 Mds USD. Un MoU signé en août dernier par les deux gouvernements envisageait de porter les échanges bilatéraux à 5 Mds USD d'ici 2028.

Les économies locales de la province pakistanaise du Baloutchistan sont très liées à la province iranienne du Sistan-Baloutchistan. Officiellement, les échanges sont constitués de livraison d'électricité iranienne dans plusieurs localités pakistanaises, de produits agricoles et pétrochimiques iraniens, ainsi que de produits textiles. À cela s'ajoutent les échanges effectués dans le cadre de l'économie grise : côté iranien, exportations en contrebande de gaz de pétrole liquéfié et de diesel employant de nombreux Baloutches qui acheminent ces carburants aux quatre coins du Pakistan ; côté pakistanais, transferts importants en Iran de devises étrangères, notamment dollar des Etats-Unis.

Le gouvernement pakistanais avait adopté en juin 2023 une ordonnance spéciale autorisant et encadrant le commerce de troc avec l'Iran (ainsi qu'avec l'Afghanistan et la Russie) pour certains produits afin de mieux contrôler les échanges informels de part et d'autre de la frontière.

Effets mesurés au niveau financier des tensions avec l'Iran

Les marchés financiers et de change ne pâissent que faiblement des tensions géopolitiques avec l'Iran. La Bourse du Pakistan (PSX) a cédé 350 points. L'obligation internationale 2026 du Pakistan recule de 1,2%. La roupie pakistanaise s'apprécie même légèrement face au dollar (de 284 PKR pour un dollar il y a une semaine à 280 PKR aujourd'hui). Les investisseurs ne semblent manifester aucun signe d'inquiétude, ce qui tend à montrer qu'ils s'attendent à une résolution diplomatique du problème.

La hausse des prix du fret maritime du fait des tensions en Mer Rouge devrait entraîner une baisse des exportations

Alors que les frais de transport maritime et d'assurances ont augmenté de 140% par rapport à octobre 2023 du fait de l'utilisation de la nouvelle route maritime du cap de Bonne-Espérance, la presse relève que :

- les exportations de fruits de saison pakistanais comme par exemple les mandarines de type Kinnows ont baissé de 66% en g.a. ;
- les exportateurs de riz pourraient réduire les quantités exportées et que les exportations de pommes de terre pourraient être arrêtées ;
- certains chefs d'entreprise pakistanais ont décidé de baisser leurs exportations textiles du fait de la détérioration des termes du transport maritime combinée avec le coût de l'énergie.

Projet de réduction des tarifs de l'électricité présenté au Sénat par le secrétaire à l'électricité

Le ministère de l'Energie a présenté à la Commission sénatoriale de l'électricité un plan de réduction des tarifs de l'électricité pour l'industrie.

Le ministère de l'Energie a confirmé mardi avoir finalisé un plan visant à réduire les tarifs de l'électricité pour le secteur industriel « afin de relancer les activités économiques, créer des opportunités d'emploi et relever le défi de la dette circulaire ». M. Asad Rehman Gilani, le secrétaire en charge de la Division de l'électricité, propose une baisse de neuf centimes de USD par kw/h. Le fait qu'une telle décision pourrait être préjudiciable au versement de la troisième tranche du programme du FMI, qui devrait être effectué en mars prochain, n'est pas évoqué.

Le projet de réduction des tarifs de l'électricité va être discuté prochainement dans le cadre du conseil des économistes du Premier ministre.

Sri Lanka

Privatisation de Sri Lanka Telecom (SLT) et Litro Gas

Le gouvernement poursuit sa politique de privatisation, conformément à la réforme des entreprises publiques agréée avec le FMI et la Banque mondiale. Deux procédures de privatisation ont été lancées, Sri Lanka Telecom, pour laquelle trois entreprises ont répondu à l'appel d'offres publié le 10 novembre 2023, et Litro Gas pour laquelle un appel d'offres a été publié le 16 janvier 2024. Sri Lanka Telecom fournit des services diversifiés, au nombre desquels la téléphonie fixe et mobile. L'entreprise est majoritairement détenue à 50,23% par le gouvernement, the Secretary of the Treasury, et à 45% par Global Telecommunications Holdings. Trois entreprises, nommément Jio Platforms Ltd. (Inde), Gortune International Investment Holding Ltd. (Chine) et Pettigo Comercio International LDA du groupe Lyca au Royaume-Uni ont manifesté leur intérêt pour cet appel d'offres. L'appel d'offres a été prolongé jusqu'au 12 janvier, car les réponses de ces trois entreprises ont été jugées insuffisantes. Le gouvernement srilankais a également lancé un appel d'offres pour la privatisation des entreprises Litro Gas Lanka (LGL) et Litro Gas Terminal Lanka (LGTL) détenue par le gouvernement srilankais respectivement à hauteur de 99% et 100%. Nationalisée en 2010, LGL est tournée vers la fourniture de gaz de pétrole liquéfié (GPL) aux particuliers - elle détient 85% des parts de marché du GPL domestique à Sri Lanka - comme aux entreprises. LGL peut s'appuyer sur son réseau de 42 distributeurs et est approvisionnée en GPL par sa compagnie-sœur LGTL.

LGTL est spécialisée dans la réception et le stockage de GPL principalement importé d'Arabie saoudite et dont les prix sont calculés mensuellement. Le marché du GPL au Sri Lanka est grandissant et bénéficie du développement du marché intérieur et d'un taux de croissance annuel moyen évalué à 3% jusqu'en 2028. Lancé le 16 janvier 2024, l'appel d'offres prendra fin le 16 février 2024. Une première sélection parmi les propositions de privatisation sera dévoilée début mars 2024 et le choix final sera validé par une décision du Conseil des ministres en juillet 2024. Outre la condition de satisfaire à toutes les obligations de transparence et de bonne gouvernance, les entreprises candidates doivent justifier d'une solide expérience en pétrochimie et doivent afficher une situation nette d'au moins 100 M USD.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Négative	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr